

La Presse

I . La Presse. 1837-05-12.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.



LA PRESSE

PRESSE ÉTRANGÈRE.

PRESSE ANGLAISE.

ANGLETERRE. — Londres, 9 mai. — La banque d'Angleterre est dans une position très délicate. Quelque chose qui arrive, nous croyons qu'il lui sera indispensable de limiter ses émissions, et peut-être sera-t-elle obligée d'élever le taux de l'intérêt. Il ne faut pas compter sur les traites des États-Unis pour améliorer sa situation; ces traites ne sont pas tirées d'Angleterre et payables en Amérique; elles sont au contraire tirées d'Amérique et payables ici. Que les directeurs y fassent bien attention. La banque ne peut pas se dire dans un état de sécurité; elle ne pourrait l'être que si elle recevait 8 à 10 millions de lingots.

Nous apprenons de la Vera-Cruz que Santa-Anna a prêté serment à la loi fondamentale le 9 mars. De grandes réjouissances ont eu lieu à ce moment. Rien de nouveau, commercialement parlant, dans ces contrées. (14.)

Fin de la séance des communes, du 8 mai.

La chambre entend plusieurs orateurs sur la question des parlements triennaux, soulevée par M. Eynouart.

Lord John Russell combat cette motion, qui est appuyée par MM. Williams, sir S. Wallis, M. Hume et M. Roebuck. Ce dernier a annoncé qu'il proposerait que le parlement ait à l'avenir une durée de trois ans, ni plus ni moins, et qu'il ne pût être dissous ni par le roi, ni par aucune autre autorité.

La chambre passe aux voix, 56 membres votent pour la proposition et 97 contre.

La chambre se forme en comité sur le bill des lois des pauvres d'Irlande. Plusieurs clauses sont adoptées. L'ajournement décidé par la chambre des lords, vendredi soir, à l'égard du bill des corporations municipales d'Irlande, qui lui avait été envoyé par les communes, a donné au reste de la séance une physionomie plus animée.

Après quelques paroles de lord J. Russell, de M. Hume et du chancelier de l'Échiquier, la chambre se forme en comité sur le bill des pauvres d'Irlande.

Divers articles sont adoptés.

CHAMBRE DES LORDS. — Séance du 9 mai. — LORD GLENELG propose à la chambre de sanctionner par un vote les résolutions adoptées par la chambre des communes relativement au Bas-Canada. La chambre adopte.

CHAMBRE DES COMMUNES. — M. WALLACE propose à la chambre de nommer une commission qui serait chargée de faire une enquête sur l'administration des postes.

LORD JOHN RUSSELL dit qu'il importe avant tout que la discussion du bill des pauvres d'Irlande soit reprise en comité.

M. WALLACE retire sa motion.

M. DUNCOMBE prenait la parole au départ du courrier.

FRANCE. — PARIS, 11 mai.

Oui, c'est notre conviction réfléchie, sincère et profonde, toutes les extensions que l'on pourrait apporter à la loi électorale, toutes les distributions que l'on pourrait faire de droits politiques, n'amèneraient aucun résultat fécond et essentiel pour le gouvernement de la France; en fait de gouvernants, il ne s'agit pas d'être nombreux, mais d'être capables; or nous posons en fait qu'en dehors des députés, en dehors des éligibles, il n'y a pas quinze capacités vraiment grandes et illustres dont la France soit privée, et surtout qui, en raison de la facilité que les talents réels et reconnus trouvent à se faire des carrières, ne puissent en un temps donné, même très promptement, satisfaire aux conditions de la loi électorale. L'extension des droits politiques est donc à nos yeux une chose de nulle valeur, d'un côté, parce que le peuple, qui a juste le temps qu'il lui faut pour gagner sa vie, et qui ne l'a pas toujours, n'a que faire d'aller se mêler de discussions et d'assemblées qui exigent des hommes de loisir; de l'autre, parce que le suffrage universel ne ferait pas qu'il y eût en France plus d'hommes capables qu'il n'y en a réellement, et qu'à l'heure présente il y en a si peu, que les deux tiers au moins des membres de la chambre des députés sont des hommes qui n'influent en rien sur la direction des affaires, et que depuis vingt ans que nous avons le gouvernement représentatif, on n'a jamais encore pu trouver huit ministres qui fussent vraiment au niveau de leurs fonctions, et parmi lesquels on ne fût forcé d'introduire, à la formation de chaque cabinet, quatre ou cinq médiocrités pour un ou deux hommes habiles.

Sur ce point-là, nous pensons donc exactement comme M. Guizot; comme lui, nous croyons que la loi électorale actuelle suffit; comme lui, nous croyons qu'elle n'exclut personne, excepté les incapables, et qu'en fait de gouvernement il y a toujours trop d'incapables, si peu qu'il y en ait; comme lui, nous trouvons qu'il est beau et bon que ceux qui naissent pauvres, et qui ont une carrière à se faire, soient persuadés

dés que ce n'est que par le travail, par la constance et par la régularité de la conduite qu'on parvient à conquérir une grande position dans le monde; en un mot, nous sommes d'avis avec M. Guizot, que la fortune, qui est toujours un signe de travail actuel ou de travail antérieur, que l'émulation, que l'économie, que l'ordre, que le mérite réel de quelque nature qu'il soit, fortune, émulation, économie, ordre, mérite, toutes choses qui mettent un homme à même de satisfaire à la loi électorale, constituent un excellent principe de gouvernement; qu'un gouvernement qui s'appuie sur des choses semblables, a une base très morale, très belle, très juste, très solide; mais le point sur lequel nous commençons à quelques égards à être en dissentiment avec M. Guizot, c'est la manière de tirer parti de ce principe de ce gouvernement, de le réaliser, de l'organiser; en d'autres termes, nous partageons l'opinion de M. Guizot sur la base à donner à la société; mais nous différons en plusieurs points avec lui sur le système de conduite politique à suivre.

Nous autres, nous tenons pour première vérité qu'un gouvernement ne doit jamais laisser en dehors de lui aucune force réelle; mais qu'il doit les attirer toutes à lui; leur faire une belle part, une part équitable, et gouverner avec elles et par elles. Or, c'est ce que ne paraît pas avoir toujours compris ou voulu M. Guizot, qui aime mieux combattre et essayer de vaincre les forces ennemies ou rivales, que de les attirer à lui et de se les approprier, et qui a préféré à cet égard un système de rigueur et d'exclusion à un système de bienveillance et d'absorption.

Pour tomber dans l'exemple, il est évident qu'une des plus redoutables puissances de ce temps, la plus redoutable, peut-être, c'est la presse. La presse est un élément nouveau infusé dans les sociétés modernes, et qui change toutes les vieilles conditions des gouvernements, comme l'artillerie changea au seizième siècle toutes les conditions du système militaire. Les ministres qui s'opiniâtrent à opposer une feuille de papier timbré à une feuille de papier imprimé, et un procureur du roi à un journaliste, imitent très exactement les chevaliers du temps de Charles-Quint et du roi François I^{er}, qui s'obstinaient à opposer des hauberts et des morions aux balles des arquebusiers et des pistolières. Les chevaliers furent bien et duement rossés, tant qu'ils ne voulurent pas admettre la puissance des balles, et les finistes seront bien et duement renversés, tant qu'ils ne voudront pas admettre la puissance des journaux. Bayard était assurément un aussi rude joueur que M. Guizot; eh bien! Bayard périt pour n'avoir pas voulu se servir d'un fusil au lieu d'une lance, et M. Guizot périra probablement pour n'avoir pas voulu se servir d'un journal au lieu d'un réquisitoire.

Ainsi en ce qui concerne la force la plus réelle, la plus vive, la plus durable des temps modernes, M. Guizot nous paraît être complètement dans l'erreur. Premièrement, il a voulu lutter contre elle, ce qui n'est pas possible, ce qui n'est possible à personne; secondement, il a lutté avec des huissiers, avec des procureurs, avec des juges, ce qui est parfaitement illusoire. Un juge contre un journal, c'est la lance des chevaliers contre la balle des arquebusiers. Dans une lutte pareille, le gouvernement ne peut jamais manquer d'être battu.

La législation de septembre, qui résume les idées de M. Guizot et de ses amis sur la presse, nous a toujours semblé la plus mémorable bêtise qui se puisse imaginer. Certes, il y avait une législation à faire sur la presse; certes, il n'est pas tolérable que des journaux, qui sont l'expression de dix utopies différentes, se ruent tous les matins, sans aucune responsabilité, comme des bêtes démuselées, à travers l'œuvre générale du gouvernement; certes, nous ne voulons pas plus l'anarchie à coup d'idées que l'anarchie à coup de pavés, et nous la voulons même beaucoup moins; mais ce n'est pas en attachant un procureur à chaque journal qu'on l'empêche de nuire; ce n'est pas en luttant contre la presse à force de réquisitoires qu'on la soumet; ce n'est pas en multipliant des rigueurs fiscales, qui sont gratuitement odieuses et inutilement vexatoires, qui ne font qu'établir plus solidement les journaux existants, en rendant les nouvelles fondations de journaux plus difficiles et plus chancelantes, qu'on mine l'existence de la presse désordonnée et qu'on prévient ses mensonges, ses injures, ses calomnies; surtout, les lois de septembre ne font pas que les anciennes choses ne restent en état, c'est-à-dire que la presse ne soit une force immense, et que cette force ne soit tout-à-fait en-dehors du gouvernement, et pourvu qu'elle se tourne contre lui quand bon lui semble. A nos yeux, l'état

présent de la presse, même avec les lois de septembre, constitue un gouvernement par cinq ou six particuliers à côté du gouvernement par le pays, et cet état de choses nous paraît aussi anormal, aussi étrange, aussi dangereux, aussi absurde que si les rois d'Angleterre, qui se sont long-temps prétendus rois de France, entretenaient maintenant un vice-roi à Paris.

Nous avons cité la manière dont M. Guizot conçoit les rapports du gouvernement avec la presse, manière qui est à notre avis doublement stérile, d'abord parce qu'elle donne au gouvernement une apparence de tyrannie, ensuite parce que le gouvernement, qui reste en réalité désarmé ou vaincu, n'a pas les profits des haines qu'il soulève, pour faire voir que tout en partageant les idées de M. Guizot sur la base à donner à la société, nous différons quelquefois essentiellement avec lui sur le système de conduite politique à tenir. Voici un second exemple qui complètera notre idée, et qui montrera comment, en matière de gouvernement, on peut avoir un point de départ excellent, et se fourvoyer dans le chemin qui mène au point d'arrivée.

Nous voulons parler des hommes qui ont été condamnés pour délits politiques. Nous avons entendu beaucoup de gens, amis de M. Guizot, s'efforçant de démontrer que les crimes politiques étaient les pires de tous les crimes, et partant de là pour demander à leur égard une excessive répression. Nous n'avons jamais partagé cet avis.

Il est nécessaire de bien prendre garde aux causes qui produisent les délits politiques, ce que les personnes dont nous parlons ne nous paraissent point avoir suffisamment fait. La cause principale et incessamment agissante de ces délits, c'est, il faut bien avoir la franchise et le courage de le dire, la forme même de notre gouvernement.

Cette forme est excellente, sans doute, mais, comme toute chose excellente, elle a les défauts de ses qualités. Ses qualités étant la liberté de la discussion, ses défauts sont l'abus de la discussion. Tout le monde a aujourd'hui le droit de discuter le principe et la forme d'un gouvernement; ce droit emporte naturellement celui de donner la préférence à la forme qu'on juge la meilleure. Or, de l'idée qui décide la préférence d'un homme en faveur d'une forme de gouvernement, à l'idée qui l'arme pour établir cette forme, il y a un pas, il n'y a qu'un pas. Ce pas, une foule d'étourdis, d'écoliers échappés, d'ouvriers abusés, l'ont fait; ils se sont rendus bien coupables, d'abord en violant la loi établie, ensuite en se trouvant entraînés à des meurtres abominables, à la ruine du commerce, à la dévastation, à l'incendie de nos cités; mais enfin, qu'y a-t-il à la racine de ces crimes horribles dans leurs effets? des idées basses, des sentiments pervers, des penchants ignobles? Non, une erreur de logique, une erreur tolérée, une erreur autorisée, une erreur libre, si nous pouvons ainsi dire, une erreur à laquelle les esprits faibles sont poussés, par qui? par le principe de notre gouvernement lui-même.

En définitive, les condamnés politiques n'ont fait, pour établir la république, que ce que les ancêtres de M. Guizot ont fait pour établir le protestantisme. On comprend qu'en disant ceci nous ne voulons ni justifier les républicains, ni condamner les protestants; nous constatons seulement qu'une fois la liberté de la conscience et la liberté de l'opinion admises, il est fort difficile que certains esprits ne dépassent pas la limite qui sépare l'usage de ces libertés de leur abus; et que comme on ne peut pas dire en général que ce soient des passions basses ou ignobles qui entraînent ces esprits-là, on ne peut pas dire non plus que les crimes politiques soient plus condamnables que les autres.

En ce qui nous touche, nous serions, nous, d'un avis contraire. Nous trouvons que les crimes politiques sont en général l'exagération d'une doctrine vraie et bonne; la politique a ses dévots exaltés comme la religion. Il y a ainsi des idées qui sont supportées naturellement par de certains esprits, et qui en accablent de certains autres; comme il y a des vins que la moitié des convives d'une table boit sans inconvénient et qui enivrent l'autre moitié. L'idée de la liberté est comme ces vins, pour dix qu'elle éclaire, il y en a cent autres qu'elle éblouit. Mais comme on ne fera jamais qu'il n'y ait pas, dans un grand peuple, de ces natures faibles et nerveuses, il est triste si l'on veut, mais il est assez simple qu'il se trouve toujours quelqu'un qui exagère le vrai et qui gâte le juste. Nous avons bien, depuis sept ans, à Paris, deux ou trois imbécilles qui ont perfectionné la religion; qu'on d'étonnant qu'il se soit

FEUILLETON.

J'aime le Jardin des Plantes; c'est un de ces rares oasis jetés au milieu de ce désert de moellons et de tuiles, que l'on nomme Paris, pour montrer qu'il existe encore quelque chose de vert dans le monde, et ne pas laisser abolir tout-à-fait l'idée d'arbres dans la mémoire des pauvres habitants de cette bonne ville.

Il me plaît mieux que les Tuileries; on n'y voit pas de héros grecs en marbre. Mieux que le Luxembourg; le Luxembourg n'est guère plus qu'un préau de conciergerie; et d'ailleurs, il est trop peuplé d'étudiants rêveurs et de grisettes sentimentales.

Le Jardin des Plantes, avec son hurlement de bêtes fauves et jetonnerie grondeur de ses lions, avec ses chalets suisses dont la Kettly est une chèvre du Thibet, un zèbre ou une vigogne, ses allées d'arbres de la Chine, son labyrinthe alpestre et ses plates-bandes de fleurs bizarrement exotiques, a une physionomie particulière, amusante et variée. — Le Jardin des Plantes, au mois de mai, je ne parle pas du mois de mai de cette année qui est un mois de janvier dégoûté en printemps, est la plus ravissante promenade que l'on puisse imaginer.

Aussi j'ai été tout heureux, en dépit du retard de la saison, d'avoir à me donner, au milieu de mes graves occupations d'homme profondément oisif, un motif honorable, consciencieux, ne ressemblant en rien à un projet de coupable flânerie d'aller au Jardin des Plantes, et d'y rester toute la journée.

Ce motif n'était autre que d'aller examiner les nouvelles constructions élevées sur les plans de M. Robault, architecte du gouvernement, et certes, il était suffisant, capable de rassurer la conscience la plus virginalement timide.

Les nouvelles constructions sont : — un bâtiment pour les singes, que M. Auguis, député-économiste, a surnommé le Palais des Singes; — des serres chaudes pour les plantes tropicales; deux galeries destinées à la minéralogie et à la botanique.

En suivant les loges infectes, noires et privées d'air, où se consumment d'ennui de pauvres tigres poitrinaires, de misérables lions gouteux, que M. Robault se propose de rendre à la santé et à la liberté en

leur construisant une cage de deux cents pieds de long, l'on trouve le bâtiment des singes.

L'aspect en est à la fois singulier et simple. — Représentez-vous une cage immense, de forme ronde, treillagée à jour et construite avec des petites colonnettes de fer de la plus grande légèreté, flanquée à droite et à gauche de deux pavillons de pierre où sont pratiqués des portiques avec quelques marches. — C'est par ces deux portes que doit entrer et sortir le public.

Les loges des singes, au nombre de vingt, bâties sur un plan demi-circulaire, s'ouvrent sur la grande cage; une galerie intérieure, éclairée d'en haut, circule par derrière, et permet aux curieux d'examiner tout à leur aise les macaques, les cercopithecus, les mandrilles, les babouins, et tous les autres membres de l'aristocratie singesque; un couloir destiné à servir de magasin, de logement aux gardes, et où aboient les contrepoids qui lèvent et baissent les volets des loges, enveloppe cette galerie, et fait à messieurs les singes un double gilet de flanelle en muraille contre les aigres atteintes du Septentrion.

Des chassis vitrés à coulisse, nus par des contrepoids, ferment les loges du côté de la cour et de la galerie; — il y a aussi un volet que l'on abat pour procurer aux singes une obscurité confortable quand le soleil blesse leurs petites prunelles écarquillées dans leurs paupières dénuées de cils, et donner à leurs amours et à leurs haines un convenable mystère; en outre, des treillages à mailles serrées protègent les vitres contre leurs attaques, car les singes sont naturellement aussi ennemis des carreaux que les gamins de Paris quand il y émeute, et paraissent recevoir des subventions de noisettes et d'amaudes de la part des vitriers, pour en casser le plus possible.

Les loges sont tapissées entièrement en bois, pour préserver ces frieux animaux de l'humidité du plâtre et de la pierre, et deux tuyaux, disposés sous les loges, amènent, le premier, l'air chaud aux bouches de chaleur, et l'autre renouvelle l'air vicié, qu'il entraîne vers le foyer du calorifère.

Quand on veut faire sortir les singes, la méthode est simple; on leur retire leur plancher, et alors force leur est bien de faire la cabriolette en avant, et de s'élancer dans la cour.

Cette cour est pavée en bitume Seyssel, comme les trottoirs du Pont-Royal et du boulevard des Italiens. Au milieu, entre les colonnettes

qui supportent la couronne ornée de palmettes qui ferme le haut de la cage, on a pratiqué un bassin avec un jet d'eau; une espèce de galerie intérieure en fer fondu, assez semblable aux secondes galeries d'un théâtre, dont on aurait ôté les balustrades, règne tout autour du grillage, et nourrit l'aspect un peu frêle de toute cette construction de treillages et de tringles. — Ce sera un amphithéâtre où iront se jucher les singes d'un grand âge ou d'un caractère sérieux, qui ne voudraient pas se mêler aux volages et aux tours de force de leurs facétieux compagnons.

Des escarpolettes, des cordes tendues, des cerceaux et toutes sortes de jeux seront mis à la disposition des singes, afin de les entretenir en belle humeur et leur donner le mouvement qui leur est nécessaire pour se bien porter.

Cette idée de M. Robault outre son utilité évidente qui est la conservation des animaux, aura aussi cet avantage de procurer aux Parisiens le spectacle le plus bouffon, le plus drolatique, le plus risible qui soit possible de voir, une cinquantaine de singes de toutes formes et de toutes grandeurs, depuis le sapajou gros comme le poing jusqu'à l'orang-outang grand comme un homme, jouissant de leur pleine et entière liberté; cabriolant, batifolant, faisant cent mille contorsions, brochant des babines, se toiletant, disant leurs patenôtres au soleil. Quelle délicieuse parade! cinquante sauteurs dont le moins agile rendrait des points à Auriol et à Diavolo, des grimaciers dont le plus beau est plus laid que Lepeintre jeune, Arnal ou Odry; et tout cela sans français d'écurie, sans couplets de facture, sans cris crins et sans violons, et surtout sans claqueurs. C'est là un rude coup pour les théâtres, et les loges des singes se loueront plus chères que les loges de l'Opéra.

Si cette singerie avait été construite, peut-être n'aurions nous pas à déplorer la mort de Jack, ce brave animal qui était presque un homme, et dont on aurait pu faire à la longue un poète romantique et un pianiste improvisateur aussi distingué que le Babouin enthousiaste des beaux-arts dont Hoffmann a raconté l'histoire dans une de ses inimitables fantaisies.

Le bâtiment de M. Robault quoiqu'il ne contienne aucune somptuosité ridicule ou hors de propos, n'en est pas moins l'abbaye de Thélème des singes, le *non plus ultra* de magnificence et de bien-être, où puisse atteindre l'imagination du macaque le plus raffiné. Il est impos-

trouvés d'autres imbécilles qui aient tenté de perfectionner la politique?

Ainsi, les crimes politiques nous paraissent avant tout une maladie morale, communiquée par le prince même de notre gouvernement, et qui ne peut attaquer jusqu'à un certain point que des natures nobles, c'est-à-dire les demi-intelligences, et non de véritables intelligences complètes. Nous avons tous fait, dans la dernière semaine, deux ans et une brochure républicaine à vingt-quatre.

Par tous ces motifs, une fois les prévenus politiques jugés et traités selon la loi, qui est la raison absolue, nous aurions voulu les traiter selon la clémence, qui est la raison relative. Nous trouvons donc les idées rigoureuses de M. Guizot à l'égard des condamnés politiques, sinon complètement fausses, au moins fort exagérées. Nous condamnons comme lui, aussi sévèrement que lui, ces apprentis braves qui font de la mauvaise histoire romaine aux dépens de la tranquillité publique, et qui croient pouvoir prendre nos têtes à la condition de risquer les leurs; ce qui, en beaucoup de cas, n'est pas une partie de jeu égale; mais nous soutenons qu'il y a, à l'âge où l'on commet ces folies, des réserves morales qu'il ne faut pas méconnaître, une bonne foi dont il faut tenir compte, et une énergie qu'on pourrait utiliser. En un mot, et c'est ce que nous ramène au point de départ de cet article, nous condamnons la conduite politique de M. Guizot, parce qu'il se raidit contre les forces vives de notre époque, au lieu de s'en emparer et de les diriger.

La chambre des députés s'est occupée encore aujourd'hui du projet de loi sur le sel. La discussion a été interrompue par une proposition de M. Jaubert, ayant pour objet d'obtenir qu'une seule commission fut chargée de l'examen des six projets de chemin de fer présentés dernièrement à la chambre. Cette proposition n'a pas été adoptée.

La séance de la chambre des pairs a été consacrée à entendre plusieurs rapports de pétitions.

M. Appony quitte Paris dans quelques jours. Comme il n'arrive jamais un revirement en diplomatie sans qu'on lui cherche un sens dans les salons, on a fait mille conjectures sur ce voyage. Nous croyons savoir que l'ambassadeur d'Autriche a obtenu ce congé depuis trois mois, pour des raisons personnelles en Hongrie. Ce serait une singulière opposition que ces petites bouderies à l'occasion des fêtes, et l'on sait que la diplomatie aime assez les plaisirs pour mieux choisir son temps. M. de comte Appony est, depuis 1853 surtout, parfaitement bien avec le cabinet français; il n'y a pas en une fête, un plaisir, sans qu'il y ait pris part. Après le changement du comte Pozzo di Borgo, c'est l'ambassadeur d'Autriche qui avait mérité et obtenu le plus de confiance à Paris.

On a voulu rattacher le départ de M. Appony au mariage de la princesse Hélène avec le duc d'Orléans; cette conjecture n'est point fondée. Voici le fait: Il est possible que la maison d'Autriche qui veut maintenir sa grande influence en Allemagne, n'ait pas approuvé l'alliance de la France avec une princesse de la confédération protestante plus spécialement dévouée à la Prusse; le cabinet de Vienne, dans sa rivalité germanique avec la Prusse, a pu ainsi éprouver quelque crainte d'avenir, mais ce n'est déjà pas là un motif en diplomatie pour rompre les rapports réguliers entre deux grands empires. Nous croyons donc que le voyage de M. de comte Appony ne sera pas d'une longue durée, et si par extraordinaire il ne revenait pas à Paris, ce ne serait qu'un changement de personnes, et non pas un changement de rapports; un autre ambassadeur en titre serait désigné; il y a plusieurs membres de la famille Esterhazy qui sollicitent l'ambassade de Paris; un prince de Schewbomg est également sur les rangs, et la pensée du prince de Metternich, depuis le changement du comte Pozzo di Borgo, serait peut-être de renouveler aussi son ambassade pour donner un collègue plus intime au comte Fahlen.

M. Passy, préfet de l'Eure, a donné sa démission. Elle est fondée, dit-on, sur ce que cet administrateur ne pouvait pas répondre de la réélection de M. de Salvandy. Nous ignorons si ces motifs sont exacts, mais, en tous les cas, nous ne comprendrions pas une position aussi singulière du gouvernement vis-à-vis de ses fonctionnaires et les électeurs.

Il y a en tout ceci un vice d'organisation qui tient à la pensée, à l'essence même du gouvernement. Quand un pouvoir a un système large, puissant, bien défini, il peut en toute sûreté se présenter devant un collège; il n'a besoin que de s'annoncer dans sa vérité et dans sa force. Son influence est naturelle; elle vient de lui, il la communique à ses agents.

Quand un pouvoir a également un bon système administratif, bien net, bien homogène, un personnel de préfecture parfaitement choisi, il ne rencontre pas ces petits obstacles qui l'affaiblissent et le déconsolent. M. Passy a pu donner sa démission; c'est son droit; mais un gouvernement fort n'aurait pas eu besoin d'exiger de M. Passy, devant un collège, les influences détournées dont le manque a pu déterminer sa démission.

Il résulte de certain passage du compte-rendu de l'administration du département de la Seine, relatif aux élections, que ce n'est qu'au moyen du zèle le plus actif et le plus soutenu que l'on est parvenu jusqu'ici à maintenir le nombre des électeurs à 61,828; puisque le terme moyen des radiations était chaque année d'environ 1,500; et des demandes en inscription ne s'élevaient qu'à 3 ou 400. Toutes les autres admissions complémentaires sont opérées d'office, et, dans le même chapitre, il est dit à l'article des capacités, professeurs, membres de l'Institut, docteurs et licenciés, etc., qu'il n'est présenté qu'un très petit nombre des ayant-droits pour justifier de leur capacité électorale; et que l'administration se trouve obligée d'avoir recours à l'aide des ministres, des préfets, des procureurs, des greffiers et des secrétaires des sociétés savantes, pour faire l'office presque de toutes les inscriptions de cette catégorie.

Si, à Paris, où l'exercice des droits politiques exige le moins de sacrifices et de perte de temps, plus d'un homme qui, par sa fortune et leur éducation, peuvent apprécier l'importance et la valeur des droits que la loi leur confie, éprouvent cette répugnance, qu'en doivent penser ces artisans laborieux qui, par un travail de tous les jours, réussissent à peine quelquefois à soutenir leur famille?

De pareils faits sont la meilleure réponse à tous ces déclamateurs sans intelligence, s'ils sont de bonne foi, qui regardent l'extension des suffrages comme un remède infallible à tous les maux de la société.

Chronique.

Le roi, la reine et la princesse Clémentine seront de retour de Fontainebleau à Paris demain vendredi.

S. A. R. M^{te} Adélaïde vient de renouveler un secours de 500 fr. qu'elle accorde à un infirme retenu dans la maison royale de Charenton, pour cause d'aliénation mentale.

C'est l'occasion d'ajouter que la famille royale paie annuellement à cet établissement une somme de 4,000 fr. pour la pension et l'entretien d'anciens employés qui y sont traités pour la même cause.

Voici quel sera l'itinéraire de S. A. R. M^{te} Adélaïde la princesse Clémentine de Mecklenbourg-Schwerin et M^{te} la grande duchesse de Mecklenbourg-Schwerin, dans les départements qu'elles traverseront en France.

Le mercredi 24 mai, les princesses partiront pour Saarbrücken (Prusse). Le jeudi 25, LL. AA. RR. passeront la frontière, s'arrêteront à Metz, et y coucheront.

Le vendredi 26, LL. AA. RR. coucheront à Verdun, après avoir passé par Manheime.

Le samedi 27, LL. AA. RR. coucheront à Châlons-sur-Marne.

Le dimanche 28, LL. AA. RR. se rendront de Châlons à Reims, où elles s'arrêteront pour dîner; puis à Reims, à la Ferté sous Joulas, en passant par Château-Thierry.

Le lundi 29, LL. AA. RR. arriveront à Fontainebleau par Melun, où les voitures du roi les attendront.

Ainsi, les princesses traverseront les départements de la Moselle, de la Meuse, de la Marne, de l'Aisne et de Seine-et-Marne.

Le préfet de la Moselle et le sous-préfet de Sarrebourg recevront LL. AA. RR. à la frontière.

Les autres préfets se trouveront au premier relais de leur département. Chaque préfet escortera en voiture LL. AA. RR. pendant tout le voyage dans son département, jusqu'au relais où le préfet du département voisin se trouvera pour le remplacer.

A Metz et dans les autres villes où LL. AA. RR. s'arrêteront, elles recevront les principaux fonctionnaires civils, administratifs, militaires, ecclésiastiques, les membres de l'ordre judiciaire, les officiers des gardes nationales, qui leur seront présentés par M. le duc de Broglie, ambassadeur extraordinaire du roi pour la peudite des princesses.

Le roi a désigné M. de Perthuis, un de ses officiers d'ordonnance, pour aller, avec l'ambassadeur de M. de Broglie, au devant de la princesse de Mecklenbourg jusqu'à Fuld.

Des ordres ont été donnés sur toute la route que doit parcourir la princesse Hélène de Mecklenbourg pour que les honnêtes lui soient rendus comme à une reine; partout la garde nationale et l'armée doivent former la haie sur son passage.

A Paris, le même cérémonial sera observé; de la barrière de Fontainebleau aux Tuileries, la garde nationale tout entière et la troupe de ligne doivent former la haie. On s'occupe déjà à l'état-major de désigner l'emplacement de chaque légion.

L'empereur Nicolas a permis au grand duc héritier de Russie d'assister au mariage de M. le duc d'Orléans avec la princesse Hélène.

Le fils aîné du roi de Prusse se rendra également en France pour cette solennité.

Les nominations des directeurs de la police générale, de l'administration départementale et communale et des travaux publics, beaux-arts, etc., ont été définitivement signées aujourd'hui. MM. de Jussieu, Macarel et Valot, qui vont occuper ces hauts emplois, recevront chacun 20,000 fr. de traitement. L'exception du dernier, peut-être, qui paraît vouloir se retirer.

Le sieur Herbert, condamné d'avril par contumace, dont nous avons annoncé hier l'arrestation, a été mis aujourd'hui en liberté. Quoiqu'il n'ait été condamné que par contumace, on a pensé que l'amnistie lui était applicable, attendu que son arrestation datant du 5 mai au matin, il était devenu dans les prisons lors de la signature de l'ordonnance, et qu'ainsi les termes de cette ordonnance devaient lui profiter.

Une difficulté nouvelle retardait encore la mise en liberté de quelques détenus politiques qui se trouvent en ce moment dans les prisons de Paris, par suite de jugements frappés d'appel, soit de leur part, soit de la part du ministère public. On avait pensé que l'amnistie de doit peser sur les condamnés de l'appel, et qu'elle peut s'appliquer aux jugements définitifs. Nous n'hésions pas à penser que ce sont là des exceptions de la légalité qui doivent céder devant des termes et des intentions du bienfait royal.

M. Patrice Lafosse, substitut de M. le procureur général, a reçu de M. le garde des sceaux l'invitation de se rendre immédiatement à Melun afin de faire mettre en liberté les détenus qui se trouvent dans la prison de cette ville.

Le nommé Gaudry, bouloger au Creusot, se trouvant dans un café, avait dit, qu'il donnerait cent écus à celui qui vendrait aller avec lui à Paris pour tuer le roi.

Un mandat d'amener a été décerné par le juge d'instruction. On aime à croire que l'information amènera la preuve que telle proposition n'a pu être faite que dans le délire de l'ivresse.

Dans la nuit du 26 au 27 avril, un placard incendiaire a été trouvé affiché dans la ville de Castelnaudary; il excitait les ouvriers à la révolte; mais le but des agitateurs n'a pas été rempli. Cette affiche n'a troublé en rien la tranquillité dont jouit le pays.

La saisie opérée par ordre du ministre des finances belges sur l'indemnité de deux étrangers résidés en Belgique, a mis en émoi tous les Anglais qui ont acquis des propriétés dans ce pays. Plusieurs Anglais ont, dit-on, mis en vente leurs immeubles afin de se soustraire aux exigences du fisc.

Le ministère belge, de son côté, vient de présenter à la chambre des représentants un projet de loi sur l'abolition du droit d'aubaine. Le principe qui la guide dans ce projet est le désir d'apaiser les craintes qu'éprouvent sur l'avenir de leur famille, les étrangers domiciliés en Belgique.

La souscription en faveur des ouvriers polonais, ouverte mardi au secrétariat de la chambre des avocats.

Actes du gouvernement.

Le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 4, des détachements de la marine royale ont été débarqués à Barcelonne, et ont servi quelques pièces en l'honneur de la Rambla.

Le 5, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

Le 9, le gouvernement a reçu l'avis de son ministre de la marine, M. de la Roche-Aymon, le 9 au soir.

chargés d'examiner le projet de loi relatif aux légionnaires amputés. (Proposition de M. Boudousquie.)

Le rapporteur propose l'adoption de ce projet, dans lequel un amendement a été introduit. Nous ferons connaître cet amendement lors de la discussion.

M. DUPRE lit encore un rapport sur le projet de loi relatif à l'avancement dans l'armée navale.

L'ordre du jour appelle le rapport du comité des pétitions.

M. DE LA PLACE fait le rapport de deux pétitions sans intérêt, sur lesquelles la chambre prononce l'ordre du jour.

M. TASCHER, membre du comité des pétitions, propose l'ordre du jour sur la pétition suivante :

« M. Laboulle, capitaine de cavalerie en retraite, à Fontenay-sur-Bois près Paris, se plaint du peu d'attention que les ministres donnent aux pétitions qui leur sont renvoyées par les chambres. Il propose une loi qui obligerait les ministres à rendre compte aux chambres de la suite par eux donnée à chaque pétition. »

La chambre prononce l'ordre du jour.

L'ordre du jour est également proposé sur cette pétition :

« M. A..., à Orsy, près Toulouse, propose de transporter des jury aux cours royales la connaissance des crimes prévus par le chapitre 1^{er} du livre 3 du code pénal. »

M. DE LAPLACE, sans s'opposer aux conclusions du comité des pétitions, appelle l'attention du ministre de la guerre sur cette pétition dans laquelle est exprimé le vœu que des mesures soient prises pour qu'à l'avenir on n'ait plus à déplorer de scandale, semblable à celui du verdict du jury de Strasbourg.

L'orateur désire que le code militaire contint des dispositions capables d'assurer la discipline dans l'armée. Il voudrait que dès à présent on se mit en mesure d'atteindre sûrement les attentats analogues à celui dont la ville de Strasbourg a été témoin, afin que le gouvernement ne soit plus obligé de réprimer, comme dans la loi de disjonction, de venir proposer des moyens de répression lorsque le crime est consommé.

La chambre prononce l'ordre du jour.

La chambre entend encore le rapport de deux pétitions d'intérêt privé.

Il est quatre heures, la séance est levée. Demain séance publique.

Chambre des Députés.
PRÉSIDENCE DE M. CALMON.
Séance du 11 mai.

SOMMAIRE. — Appel nominal. — Suite de la discussion de la loi sur le sel. — Vote du paragraphe 2 de l'article 3. — Renvoi de deux autres paragraphes à la commission. — Discussion sur l'ordre du jour.

A une heure et demie le président monte au fauteuil.

Le procès-verbal est lu et adopté.

On compte environ quarante membres dans la salle.

MM. Golbery, Paillard du Cleré et Duprat demandent l'appel nominal.

M. JAUBERT procède à cet appel, qui se prolonge fort longtemps.

La chambre n'est pas en nombre après cet appel.

M. MERLIN (de l'Aveyron) dépose un rapport sur un projet de loi d'intérêt local. Le rapport sera imprimé et distribué.

M. BIGNON (de Nantes) demande qu'on fixe la discussion du projet sur les sucres à jeudi prochain, les documents ayant été distribués ce matin. (Oui, oui, oui.)

M. SALVERTE : Je prie la chambre de fixer la discussion à lundi en huit ; la question est fort grave, et il y a des documents nombreux à consulter. (Oui, oui.)

M. D'HAUBERSART appuie la proposition de M. Salverte, et il annonce que lors de l'inscription des orateurs pour et contre la loi, il avait été convenu de réclamer la fixation seulement pour lundi prochain. Je crois, dit-il, que la chambre fera bien de donner ce temps pour examiner l'enquête. (Oui, oui.)

M. CH. DUPIN insiste, au milieu du bruit le plus intense, pour que la discussion ait lieu jeudi prochain. (Aux voix ! aux voix !)

M. PETOT : Je viens, dans l'intérêt de la loi, demander un ajournement indéfini. (Oh ! oh !) car elle ne pourra être votée à la chambre des pairs cette année.

M. DUBOIS (de Nantes) : Je proteste contre un ajournement indéfini aussi contraire aux intérêts du trésor qu'à ceux de l'agriculture et du commerce. (Aux voix ! aux voix !)

M. LE PRÉSIDENT : Je mets aux voix la fixation à lundi en huit.

Cette fixation est adoptée à une grande majorité.

L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet sur le sel.

Hier la chambre n'étant plus en nombre après avoir voté le paragraphe 1^{er} de l'article 3, s'est séparée.

Voici le paragraphe voté :

Art. 3. Le ministre des finances sera consulté sur toute demande en concession de mines de sel.

Le deuxième paragraphe sur lequel il reste à prononcer est ainsi conçu :

Nulle concession de mines de sel ne pourra excéder l'étendue fixée par l'art. 5 de la loi du 28 juillet 1791.

M. LUNEAU propose de remplacer ce paragraphe par celui-ci : Nulle concession de mines de sel ne pourra excéder dix kilomètres carrés.

M. SCHAUBURG voudrait au contraire que l'étendue fût de 20 kilomètres.

M. LEGRAND (de la Manche) demande si la commission a entendu laisser à la compagnie de l'Est la propriété de la mine après la résiliation du bail, ou si le gouvernement deviendra propriétaire ; ce qui ne serait pas admissible ; car en équité la compagnie reste propriétaire de la mine, même après la résiliation.

M. LAURENCE : La commission a pensé que la résiliation faisait rentrer le gouvernement dans la propriété ; la mine sera concessible dans les limites et avec les précautions indiquées dans la loi, à tous ceux qui demanderont la concession.

M. DUBAURE : Il serait bon de savoir si les nouveaux concessionnaires seront tenus de rembourser à l'état les indemnités payées aux propriétaires du sol pour leur dépossession ?

M. LAURENCE : Je réponds qu'il y a erreur, en fait, dans l'assertion qu'une indemnité ait été payée au propriétaire du sol, jamais indemnité n'a été donnée, ni réclamée ; les seuls remboursements à faire sont les dépenses faites pour la découverte de la mine.

M. LEGRAND (de la Manche), commissaire du roi, propose de porter l'étendue des concessions à 40 kilomètres.

Cette proposition est adoptée ; elle devient le § 2.

La commission propose un § 3 ainsi conçu :

« § 3. Aussitôt après la complète exécution du § 1^{er} de l'article 1^{er}, la concession de la mine de sel gemme, faite au domaine de l'état, par l'ordonnance du 31 août 1825, sera révoquée. »

M. LEGRAND combat le paragraphe comme nuisible à l'intérêt de l'état ; car, la concession étant révoquée, chacun, en vertu de l'article 4, exploitera la mine à l'aide de puits d'eau salée ; il veut que l'exploitation par les puits et par le perforage soit regardée comme l'exploitation par la mine dans l'est.

M. LAURENCE soutient le § au nom de la commission, il déclare qu'on ne pourra empêcher l'exploitation des mines de la part des voisins par le perforage, surtout en présence de la liberté de la fabrication.

M. TALADOT appuie les arguments de M. le commissaire du roi.

M. LEGRAND insiste, dans l'intérêt du trésor, contre l'adoption du §.

M. BAUDE déclare, au nom de la commission, que les lois ne sont pas faites dans le but d'affirmer des faits géologiques, mais pour être utiles au pays. Aussi la commission, tout en pensant que la source d'eau salée n'existerait pas sans mine de sel, n'a pu admettre une assimilation impossible, aussi elle ne peut proposer de restreindre la liberté qu'elle veut établir.

M. DUBAURE propose de rédiger ainsi le paragraphe : « Dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi rendue en vertu de l'article 1^{er}, une ordonnance royale révoquera la concession faite au domaine de l'état, le 21 août 1825. »

M. LAURENCE : La proposition ne tend à rien moins qu'à laisser sans valeur des établissements qui ne pourront être vendus utilement que s'il n'y a pas eu un seul instant de chômage. C'est au ministre des finances à prendre tous les moyens de conserver les intérêts de l'état, aucune autre disposition n'est nécessaire.

M. TESTE : Vous avez décidé la résiliation, et il faudra de nouvelles concessions : en attendant qu'il y en ait d'autres, il y aura chômage d'exploitation. Ou voulez-vous que l'exploitation par les sources soit permise ?

M. LAURENCE : Oui.

M. TESTE : Mais votre loi, un peu plus loin, dit le contraire ; puisqu'elle interdit le perforage dans les périmètres concédés.

M. MOREAU (de Nancy) établit que la discussion agitée en ce moment, devrait être renvoyée à l'article 4.

M. PARENT pense que l'amendement de M. Dufaure est sans utilité, puisque la mine ne pourra être, après la résiliation de la ferme, exploitée qu'après de nouvelles concessions gratuites. Quant à l'exploitation des sources salées, la commission a entendu la permettre.

L'amendement de M. Dufaure est adopté, il devient le paragraphe 3.

M. LAURENCE demande qu'on ajoute, comme paragraphe 4, la disposition suivante :

« Les concessions seront, s'il y a lieu, faites de préférence aux propriétaires des exploitations existantes au jour de la demande, sans préjudice des droits du propriétaire du sol, conformément à la loi du 21 avril 1810. »

M. PARENT propose d'ajouter à l'article des mots : « Ces établissements qui ont été empêchés par mesure administrative. » Mais il les retire sur une observation du ministre des finances que cet amendement est inutile.

M. LEGRAND combat le paragraphe de la commission. Il ne pense pas qu'on doive accorder les concessions sans examen. Il faudra nécessairement que le gouvernement ait droit d'examiner ce qu'il y aura de mieux à faire. Le gouvernement fera son possible pour concéder préférentiellement aux propriétaires des établissements déjà existants.

M. MAHIER : Je voudrais savoir si M. Parmentier, évêque par un arrêt de cassation après avoir fait des dépenses considérables, conservera son droit à la préférence ?

M. TESTE : La chambre ne peut pas décider des questions personnelles.

M. LAURENCE : La commission a voulu qu'un étranger ne vint pas déposer le propriétaire d'une mine exploitée utilement.

M. LEGRAND propose par sous-amendement, si l'on admet le principe du paragraphe, de dire : « Au propriétaire ou à l'un des propriétaires, sauf, s'il y a lieu, à l'indemnité prévue par l'article 45. »

M. PARENT : Il est bien entendu que celui qui n'aura pas obtenu la concession, aura droit d'exploiter les sources salées dans son terrain.

M. LEGRAND : Vous voulez donc rendre la concession inutile.

M. GAY-LUSSAC : Plus la discussion avance, plus on voit l'inconvénient de séparer la source de la mine. Je ne considère que le sol et ne sépare pas la mine de la source, et je dis que toutefois qu'il y aura une exploitation établie, il ne devra pas être accordé d'autres concessions dans les limites de la loi. Il en devra, dans mon opinion, être de même pour les puits d'eau salée, il faudra une concession et un périmètre pour la protéger.

M. LAURENCE défend vivement le paragraphe de la commission, il fait voir quel serait le résultat du système de M. Gay-Lussac par rapport au département des Basses-Pyrénées, où il y a 184 exploitants de puits d'eau salée et où, s'il y avait nécessité de concession ; tout serait accordé au même exploitant, puisque tous les établissements sont réunis dans une étendue moins grande que le périmètre fixé par la loi. Dans cet état de choses il est absolument impossible d'admettre des concessions pour les puits.

M. LE PRÉSIDENT : Je vais mettre le paragraphe aux voix.

M. GAY-LUSSAC : Mais il faut avant, s'entendre sur les droits des propriétaires qui n'auront pas obtenu la préférence.

M. PARENT : Je propose, à cet égard, une disposition ainsi conçue :

« Les propriétaires qui n'auront pas obtenu la préférence, conserveront le droit à leur exploitation, et ils continueront à en jouir comme avant la concession. »

M. LEGRAND : Je demande le renvoi à la commission, de l'article, pour une nouvelle rédaction.

Cette proposition est adoptée.

M. JAUBERT : Pendant que la chambre est en nombre, je demande la permission de faire une observation sur l'ordre du jour de demain. L'ordre du jour indique une réunion dans les bureaux pour l'examen des projets de loi sur les chemins de fer. Nous n'avons reçu encore de documents que pour deux, celui de Paris à la frontière de la Belgique, et celui du Gard. Je crois donc qu'il serait nécessaire de ne s'occuper que de ceux-là, et de modifier l'ordre du jour ; il serait aussi convenable de ne nommer qu'une seule commission. (Non ! non ! La chambre a décidé le contraire.)

Les divers projets sont conçus dans des vues différentes ; il est donc nécessaire de les examiner en regard les uns des autres, afin d'apprécier le système général dans lequel ils ont été présentés. Un autre motif doit faire adopter cette proposition, c'est que la session est assez avancée pour que ces projets ne soient pas votés cette année, si l'on nomme six commissions.

L'orateur cite ce qui a été fait pour les routes et pour les rivières dans cette session à l'appui de son opinion ; il termine en disant qu'outre la commission du budget, il y a encore vingt-cinq commissions en exercice, et qu'il sera difficile de trouver des commissaires pour six commissions.

M. SALVANDY, ministre de l'instruction publique, combat la proposition ; il rappelle ce qui s'est passé à la chambre des communes d'Angleterre, où cette question a été agitée à l'occasion de soixante-dix chemins de fer, et où la chambre a pensé qu'il fallait que chaque projet fût examiné séparément afin de n'admettre que ceux vraiment utiles.

Je demande donc qu'on nomme une commission pour chaque projet.

M. JAUBERT : Si l'on ne veut pas admettre ma proposition, je voudrais au moins qu'on ajournât la réunion dans les bureaux, jusqu'à ce que les documents soient distribués pour tous les chemins, et que les commissaires fussent nommés le même jour.

M. SALVANDY : Ce que nous devons désirer, c'est que la chambre soit vite saisie, et la proposition aura pour résultat de retarder la discussion. Je dirai que si les documents n'ont pas été tous distribués, c'est qu'ils n'étaient pas tous prêts.

M. LE PRÉSIDENT : Je mets la proposition aux voix.

M. DUPIN : Je conçois qu'on demande que la réunion dans les bureaux n'ait lieu que lorsque tous les projets sont imprimés ; mais il est impossible que la chambre fasse aux bureaux une condition autre que celle que leur impose le règlement. Lorsqu'ils sont saisis, les bureaux ont le droit de discuter autant qu'il leur convient, sans qu'on puisse les forcer de nommer leurs commissaires le même jour. (Très bien ! très bien !)

La chambre entend encore MM. Cunin-Gréville et Salvandy pour l'ordre du jour, et MM. Jaubert et d'Haubersart pour la proposition de M. Jaubert. Un tumulte effroyable couvre la voix des orateurs.

La chambre décide que la réunion dans les bureaux aura lieu le même jour pour tous les chemins de fer.

La séance est levée dans la plus grande agitation à cinq heures et demie.

Ordre du jour du vendredi 12 mai.

A une heure, séance publique.

Suite de la discussion du projet de loi sur le sel. — Discussion du projet de loi sur le concours des propriétaires dans les travaux des fleuves et rivières. — Discussion du rapport général du budget.

Tribunaux.

La cour de cassation tiendra demain une audience solennelle, toutes les chambres réunies, afin de prononcer définitivement sur la question si longtemps controversée entre les notaires et les huissiers, relativement à la vente aux enchères des récoltes pendantes par racines. M. Dupin, procureur-général, portera la parole.

Faits divers. - Accidents. - Sinistres.

— Un grand incendie a eu lieu le 9 avril à la Nouvelle-Orléans et a détruit 107 maisons.

— Aujourd'hui le feu a pris au voile d'une des jeunes filles communiantes à St-Roch et l'alarme a été grande parmi les parents ; mais le feu a été éteint presque de suite par leurs mères qui se sont précipitées pour l'éteindre. Ces accidents qui arrivent régulièrement chaque année et qui ont causé tant de malheurs, auraient dû faire renoncer à allumer des torches dans les mains des enfants ; mais on ne vient jamais à faire renoncer à un abus lorsqu'il est aussi productif que celui-ci. L'année dernière, aux Batignolles, une jeune fille communiant a été tellement défigurée par le feu pris à ses vêtements par le cierge d'une de ses compagnes.

— Dans un rapport adressé au chef de service de la marine de Dunkerque, M. Hayaert, capitaine du navire la *Joséphine*, arrivé en ce port le 25 avril dernier, rend compte que le 16 février il y a eu sur la rade de Saint-Pierre (Martinique), un raz de marée terrible par le temps le plus affreux ; presque tous les navires qui étaient mouillés ont chassé sur leurs ancres, ont cassé leurs amarres et ont par conséquent été en dérive et en danger de faire côte. Dans ce cas, ils eussent infailliblement péri.

La corvette de l'état la *Dordogne* se trouvait alors fort heureusement sur cette rade. Le commandant de ce bâtiment, voyant la position critique des navires de commerce, s'empressa d'envoyer à leur secours toutes ses embarcations et beaucoup d'hommes de son équipage, ainsi que des ancres, des grelins, et enfin tout ce qu'il jugea devoir être utile en pareille circonstance. Grâce à ces bonnes dispositions et au zèle et à l'activité des marins qui montaient ces embarcations, aucun sinistre n'a eu lieu, et M. Hayaert déclare qu'il doit à leur assistance de n'avoir fait aucune avarie.

Statistique. Travaux publics. Adjudications.

On nous transmet les renseignements suivants sur un travail que vient de préparer le M. garde-des-sceaux, et qui doit être publié incessamment :

Dans le courant de l'année 1856, il a été porté devant le tribunal de police correctionnelle 1,265 causes de vol. Le chiffre des prévenus s'élève à 1,547, dont 1,246 hommes et 301 femmes, qui doivent être répartis ainsi : 655 hommes âgés de 21 ans et au-dessus ; 578 de 16 à 21 ans ; 173 de moins de 16 ans ; 60 se sont dérobés aux poursuites ; âge inconnu.

Parmi les femmes, 235 étaient âgées de 21 ans et au-dessus ; 23 de 16 à 21 ans ; 15 de moins de 16 ans ; 13 n'ont pas comparu.

Pendant la même année, le tribunal correctionnel a eu à s'occuper de 914 affaires pour coups et blessures volontaires ; 1,203 personnes ont été mises en prévention, dont 1,007 hommes et 196 femmes.

Parmi les hommes, 831 étaient âgés de 21 ans et plus ; 78 de 16 à 21 ans ; 3 de moins de 16 ans ; 93 n'ont pas comparu.

Parmi les femmes, 169 étaient âgées de 21 ans et au-dessus ; 13 de 16 à 21 ans ; une seule de moins de 16 ans ; 14 n'ont pas comparu.

— M. le ministre de l'instruction publique va présenter aux chambres une demande en crédit à l'effet de construire, sur la place du Panthéon, un édifice parallèle à l'école de Droit, et qui, en formant le pendant, donnera à cette belle place la régularité qu'elle réclame depuis si longtemps. Cette construction nouvelle sera affectée, dit-on, au service de l'école normale.

Biographie. --- Nécrologie.

— M. Manuel Anastasio, cortés, ancien général du gouvernement de Colombie, est mort le 1^{er} mai à Liège, qu'il habitait depuis plusieurs années. Il était âgé de 69 ans.

— La fille de lord Lyndhurst, jeune personne de quatorze ans, vient de mourir à Paris à la suite d'une phthisie aiguë, qui l'a enlevée à sa famille en moins de deux mois. C'est la maladie de cette jeune personne qui a nécessité les voyages que le noble lord a fait à Paris, et qui le retenait au chevet du lit de sa fille.

— M. Joseph, comte Sorcham, lieutenant-général en retraite, vient de mourir à Versailles, à l'âge de 76 ans.

— M. Raymond père, ancien professeur de chimie au Conservatoire des arts de Lyon, et l'inventeur du bleu qui porte son nom et auquel il a dû une juste célébrité, vient de mourir à Saint-Vallier (Rhône), sa ville natale, où il s'était retiré depuis 1814.

Avis divers.

BANQUE DE FRANCE.

Le conseil-général de la Banque de France vient de décider qu'il y aurait à l'avenir escompte la *veille* et l'*avant-veille* du 13 de chaque mois, ainsi que cela a déjà eu lieu pour l'échéance du dernier jour du mois.

Paris, le 11 mai 1857.

Le secrétaire du gouvernement de la Banque de France.

GARAT.

— M. le directeur des postes vient de faire placer à côté de la grande boîte de l'hôtel des postes et dans plusieurs autres endroits, un petit tableau mobile qui indique heure par heure les époques de la journée auxquelles les lettres déposées dans la boîte seront rendues à destination ; c'est encore une nouvelle amélioration de l'administration.

— Une nouvelle galerie située au rez-de-chaussée du grand bâtiment du cabinet d'histoire naturelle, au Jardin-des-Plantes, contenant de grès animaux empaillés et de magnifiques pétrifications de tous les règnes, vient d'être ouverte au public.

C'est maintenant par cette nouvelle galerie qu'on entre.

— M. le préfet de la Seine fait placer en ce moment aux coins des rues des quartiers Saint-Denis et Saint-Martin, des plaques pour indiquer le nom de chaque rue. Ces plaques sont en pierres de Volvic, peintes en bleu ; les inscriptions sont blanches.

— On nous prie d'annoncer que c'est lundi prochain, 14 mai, que doit avoir lieu la réunion de MM. les porteurs de rentes espagnoles. C'est par erreur qu'un avis affiché à la Bourse, avait annoncé cette réunion pour samedi.

Bourse du 11 Mai.

La spéculation a été très calme pendant la première moitié de la bourse, et ce n'est que vers 2 heures 1/2 qu'un mouvement de hausse fortement prononcé a eu lieu.

On attribue généralement à des achats en 5 0/0 qui ont fait monter cette valeur, et dont l'effet s'est répercuté sur le 3 0/0. Ces achats de 5 0/0 proviennent, il s'en faut de beaucoup, des gens ordinairement bien informés, d'un arbitrage établi depuis quatre mois, et qui n'a jusqu'à présent donné que des résultats fâcheux pour ceux qui l'avaient opéré. Ils ont racheté leur 5 0/0, et gardent leur 3 0/0, à cause de l'approche du semestre.

Après la bourse, 79 1/2 et 1/2, 20 22 et 1/2, et à 3 heures, 20 demandé.

On a traité des actions du chemin de fer de Montpellier à 577 fr. 30 c. ; — celles du chemin de Meudon, Sévres et Vesailles, ont flotté de 590 à 575 fr. ; elles restent à 585 fr.

| FONDS PUBLICS. | Prem. cours. | Plus haut. | Plus bas. | Dernier cours. | Cours d'hier. |
|--------------------------------------|--------------|------------|-----------|----------------|---------------|
| 5 0/0, 22 1/2 comp. | 107 40 | 107 60 | 107 40 | 107 60 | 107 60 |
| Fin courant..... | 107 55 | 107 85 | 107 55 | 107 85 | 107 85 |
| Prime fin courant..... | 108 00 | 108 30 | 108 00 | 108 30 | 108 30 |
| Prime fin prochain..... | 108 10 | 108 40 | 108 10 | 108 40 | 108 40 |
| 3 0/0, 22 1/2 c. c. | 78 50 | 79 00 | 78 50 | 79 00 | 79 00 |
| Fin courant..... | 79 05 | 79 20 | 79 05 | 79 20 | 79 20 |
| Prime fin courant..... | 79 15 | 79 30 | 79 15 | 79 30 | 79 30 |
| Prime fin prochain..... | 79 25 | 79 40 | 79 25 | 79 40 | 79 40 |
| FONDS ÉTRANGERS. | | | | | |
| NAPLES, 5 0/0, j. j. | 99 40 | 99 50 | 99 40 | 99 50 | 99 50 |
| Fin courant..... | 99 55 | 99 65 | 99 55 | 99 65 | 99 65 |
| ESPAGNE, Cortès..... | 99 55 | 99 65 | 99 55 | 99 65 | 99 65 |
| — Dette passive, 5 7/8 | — | — | — | — | — |
| — Dette active, 24 3/4 | — | — | — | — | — |
| — Coup. | — | — | — | — | — |
| — Anciens différés, 7 1/2 | — | — | — | — | — |
| — Nouveaux différés, 8 1/2 | — | — | — | — | — |
| PIEMONTE, 4 0/0 avec prime, .. | — | — | — | — | — |
| HAÏTI..... | — | — | — | — | — |
| ÉTATS ROMAINS, Oblig. 1832, 100 1/2 | — | — | — | — | — |
| HOLLANDE, .. | — | — | — | — | — |
| PORTUGAL, Pédriste, .. | — | — | — | — | — |
| — Dito, 3 0/0, 29 3/8 | — | — | — | — | — |
| — Mignoliste, .. | — | — | — | — | — |
| BELGIQUE, 5 0/0, 101 1/2 | — | — | — | — | — |
| — Act. de la banque, 1420 | — | — | — | — | — |
| AUTRICHE, métal, 5 0/0, 102 1/2 | — | — | — | — | — |
| — 1834, avec lots, 285 | — | — | — | — | — |
| — 1835, 3 0/0. | — | — | — | — | — |
| GRÈCE, certificats français, .. | — | — | — | — | — |
| PRUSSE, 1832, avec prime, .. | — | — | — | — | — |
| REPORT du comptant à la fin du mois. | | | | | |
| 5 0/0..... | 15 20 | 15 30 | 15 20 | 15 30 | 15 30 |
| 3 0/0..... | 15 20 | 15 30 | 15 20 | 15 30 | 15 30 |
| Naples..... | 15 20 | 15 30 | 15 20 | 15 30 | 15 30 |
| FONDS ANGLAIS. — LONDRES, 9 Mai. | | | | | |
| CONSOLIDÉS p c/verts, à..... | 91 1/2 | 91 3/4 | 91 1/2 | 91 3/4 | 91 3/4 |
| — p c/verts, à..... | 91 1/2 | 91 3/4 | 91 1/2 | 91 3/4 | 91 3/4 |
| FONDS ESPAGNOLS, actifs..... | 22 1/2 | 22 3/4 | 22 1/2 | 22 3/4 | 22 3/4 |
| FONDS ESPAGNOLS, passifs..... | — | — | — | — | — |
| — différée, .. | — | — | — | — | — |
| PORTUGAIS NOUVEAUX, .. | — | — | — | — | — |
| — 3 0/0..... | — | — | — | — | — |

VORTONI, 10 heures du soir.

On a fait une affaire à 79 20, et on a offert à ce prix.

HAVRE, 10 MAI 1857. — VENTES :

COTONS : 517 balles Louisiane, de 75 à 107 1/2 acq.

229 " Mobile, 83 à 95

81 " Georgie C.S. 90 à 91

50 " Carthagènes 61

RIZ : 30 tierçons Caroline, bonne marchandise, 28 fr.

DUINS : 325 Carthagènes, sains et avariés, vendus publiquement de 38 à 45 fr.

SUCRES : 837 boîtes brut, base de 80 50 pour la bonne 4^e.

CAFÉ : 269 sacs Java, belle marchandise, 1 20.

72 " Haïti ord. à bon ord. 50 c. 5/8 entr.

85 " d^e bon ord. avec couleur, 52 c. 1/2

22 quarts Guadeloupe bonifieur 1 47 1/2 acq.

455 sacs Havane avar. en vente publique à 1 12.

Les cotons se vendent aux cours d'hier. Quelques achats de sucre brut viennent d'être faits pour Paris. Hier on a fait un volume de 80 milliers huile de balaine à mais aujourd'hui on ne trouve plus de vendeurs à ce prix.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARD.

Paris, Imprimerie de BÉTHUNE et PLON, rue de Valenciennes, 56.

ENCYCLOPÉDIE DU NOTARIAT

ET DE L'ENREGISTREMENT,

COMPOSEE :

- 1° D'un Dictionnaire général et raisonné, ou Répertoire abrégé de législation, de doctrine et de jurisprudence civile, commerciale et administrative, par M. Armand DALLOZ, avocat à la cour royale de Paris, dédiée à M. DALLOZ aîné, président de l'ordre des avocats aux conseils du roi et à la cour de cassation, membre de la Légion d'Honneur, auteur de la *Jurisprudence générale du royaume* ;
- 2° D'un Formulaire raisonné, ou Manuel théorique et pratique du notariat, par M. EDOUARD CLERC, notaire, à Besançon, ancien principal clerc, pendant plus de dix années, de M. MONKOT-LE-ROY, notaire, à Paris ; précédé de la législation et des lois de l'enregistrement et des hypothèques, relatives au notariat.
- 3° D'une Revue du notariat et de l'enregistrement, recueil périodique et critique, contenant, dans la première partie, les arrêts de la cour de cassation et des cours royales, les décisions des ministres et de l'administration ; dans la seconde partie, des lois et ordonnances royales insérées au *Bulletin des Lois*, avec analyse des discussions dont les lois sont précédées aux chambres, par M. DALLOZ aîné et par M. Armand DALLOZ jeune.

LE PRIX ACTUEL DE L'ENCYCLOPÉDIE DU NOTARIAT EST FIXÉ AINSI QU'IL SUIT :

- | | |
|---|--------|
| 1° Dictionnaire général et raisonné, jusques et y compris 1854; neuf livraisons in-4° | 96 fr. |
| 2° Formulaire raisonné; deux livraisons in-8°, prix, 12 fr. et par la poste. | 15 |
| 3° Revue du notariat (volumes 1855 et 1856). | 16 |
| 4° Idem Abonnement 1857. | 12 |

- | | |
|--|---------|
| Prix de l'exemplaire complet de l'ENCYCLOPÉDIE, y compris 1857 : | 130 fr. |
| Au comptant. | 136 |
| A un an. | 142 |
| A deux ans. | 142 |

Chacun des ouvrages ci-dessus peut être vendu séparément.

Tous les envois ont lieu de suite et franc de port.

S'adresser, par lettres affranchies, à M. EMMANUEL DALLOZ, directeur de l'Encyclopédie du notariat et de l'enregistrement, rue des Beaux-Arts, 5.

EN VENTE AUJOURD'HUI CHEZ OLLIVIER, LIBRAIRE, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 58.

PAR LE CAPITAINE
MARRYAT.

NEWTON FORSTER.

PAR LE CAPITAINE
MARRYAT.

Roman par le CAPITAINE MARRYAT. 2 vol. in-8. — CAIN LE PIRATE, suivi des TROIS CUTTERS, a paru le 30 avril.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Par acte passé devant M^r Corbin, notaire à Paris, le 28 avril 1857.

POUR L'EXPLOITATION

MINES DE HOUILLE DE CHAMBOIS

(SAÔNE-ET-LOIRE).

Concédées par Ordonnance royale en date du 30 janvier 1830.

CHEMIN DE FER

D'AUTUN AU CANAL DE BOURGOGNE.

Capital social: 1,650,000 fr., représenté
par 1,650 actions de 1,000 fr. chacune.

(Emission au pair.)

Les actions sont payables en quatre termes, savoir: un quart comptant, c'est-à-dire dans la première quinzaine de la constitution de la Société, et les trois autres quarts de trois mois en trois mois.

Le développement que l'industrie manufacturière prend de jour en jour, comparé à la rareté du bois de chauffage, dont le prix a augmenté de cent pour cent depuis vingt ans, prêche aux exploitations de houille un avenir que beaucoup de personnes pourraient croire exagéré si on ne leur mettait sous les yeux le taux des actions de certaines mines de la Belgique et du nord de la France. Ainsi, les mines d'Anzin, créées originairement avec un capital de 120,000 livres tournois, représentent aujourd'hui une valeur de 72,000,000 (soixante-douze millions); c'est-à-dire que chaque somme primitive de 1,000 f. vaut maintenant 600,000 f.

L'exploitation des houillères de France n'a jamais pu suffire à nos besoins, et chaque année encore nous tirons de l'étranger une immense quantité de houille; mais c'est surtout au centre et au midi de la France, que ce combustible manque tout à fait. Dans le département de Saône-et-Loire, par exemple, deux exploitations de mines ont été créées en grande partie pour les besoins locaux; et les actions de l'une, celle d'Epinae, émises récemment à 10,000 f., se

recherchent déjà à 14,000; celles de Banzy, dont la valeur nominale est de 5,000 f., se vendent également beaucoup au-dessus du pair.

Les mines de Chambois paraissent appelées à un avenir plus brillant encore, lorsqu'à l'aide des capitaux fournis par la nouvelle Société, des voies de communication auront été ouvertes, et que leur exploitation aura reçu le développement dont elle est susceptible.

Voici, en effet, en quoi ces mines sont dignes de fixer l'attention et la confiance des actionnaires:

1° Il ne s'agit pas de la recherche du charbon, comme dans la plupart des sociétés formées pour l'exploitation des mines de houille; ici, le charbon d'une qualité supérieure existe en abondance;

2° Les concessionnaires de Chambois, dont un est ingénieur des mines, et l'autre maître de forges, tous deux gérants de la société, loin d'imiter beaucoup de propriétaires qui se font une large part dans le fonds social et dans les bénéfices, se sont bornés à une somme qui n'est que la représentation exacte et consciencieuse de l'argent et du temps qu'ils ont employés, et des travaux qu'ils ont exécutés jusqu'à ce jour;

3° Enfin, ce qui doit surtout frapper le public, c'est cet avantage immense qu'à la mine de Chambois sur celle d'Epinae, de pouvoir marcher avec un fonds social de 1,650,000 f., dont l'intérêt annuel sera seulement de 82,500 f., tandis que la mine d'Epinae a un fonds social de 6,000,000 f., et se trouve ainsi grevée de 500,000 f. d'intérêts par an.

Quand on pense que la concession de Chambois est plus riche en houille que celle d'Epinae, et que son périmètre est aussi étendu, on ne craint

pas d'avancer que la valeur des actions de Chambois doit se niveler rapidement avec celle d'Epinae, c'est-à-dire que bientôt elles doivent QUINTUPLER DE VALEUR.

En résumé, les capitalistes qui placeront des fonds dans cette entreprise, ont donc à espérer, non-seulement un revenu certain et progressif, mais encore la chance indubitable d'une hausse importante sur le prix de leurs actions.

Etat évaluatif des recettes et dépenses annuelles pour l'extraction de 500,000 hectolitres, dressé par M. F. BROCHOT, ingénieur des mines, ancien directeur des mines de Blanzy (Saône-et-Loire), l'un des gérants de Chambois.

CAPITAL SOCIAL DE 1,650,000 FRANCS.

| | |
|--|------------|
| Intérêts à 5 0/0 dudit capital | 82,500 fr. |
| Administration générale, employés, etc. | 20,000 |
| Extraction de 500,000 hectolitres à 30 cent | 150,000 |
| Entretien du chemin de fer et conduite à Epinae, à 5 cent. | 25,000 |
| Faux frais imprévus. | 10,000 |
| Impôt fixe au gouvernement. | 300 |
| Impôts proportionnels aux bénéfices au gouvernement, 5 0/0, sur 211,800 fr. de bénéfice. | 10,590 |
| Impôts aux propriétaires du sol. | 400 |

298,790

| | |
|--|---------|
| Produits de 500,000 hectolitres rendus à Epinae, sur le chemin de fer, à 1 fr. l'hectolitre. | 500,000 |
| Les frais s'élèvent à. | 298,790 |

Reste en bénéfices annuels. 201,210

C'est-à-dire 12 à 13 0/0 en sus des intérêts ordinaires.

Et lorsque l'extraction annuelle sera portée à 1 million d'hectolitres, les frais généraux ne variant pas.

Le dividende s'élèvera à plus de 30 pour cent, toujours indépendamment des intérêts.

De tels résultats sont palpables; les dépenses ont été prévues et calculées largement, et d'après une longue expérience; nous laissons donc aux capitalistes le soin de juger de l'AVENIR FINANCIER de cette entreprise.

Les gérants de la Société sont :

MM. F. BROCHOT, ingénieur des mines, et J.-J. OLINET, maître de forges, demeurant tous deux à Autun.

ON SOUMISSIONNE LES ACTIONS

CHEZ

N^r CORBIN, notaire, place de la Bourse, 31;
MM. LEBEUF et C^e, banquiers, r. Hauteville, 44;
M. AMET, agent de change, rue d'Hanovre, 6;
M. J. L'HENRY, agent général de la Société, rue Richelieu, 92, qui fera parvenir FRANCO les plans, l'acte de société et tous les renseignements désirables aux personnes qui lui en feront la demande par lettres affranchies.